

RM
Mai 2009

19 mai 2009 - Agriculture - Lait : A bâtons rompus avec un producteur lait-viande

RM



CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS

Les Dossiers du CNI

Le consommateur ne voit jamais de baisses, que des hausses, alors que l'agriculteur ne voit que des baisses de prix de ventes et des hausses de coûts de production.

Le cheptel diminue d'année en année : la viande est aussi concernée.

La France fait du troc : elle vend des armes, avions, hélicoptères, bateaux, contre des céréales et de la viande (Egypte, Syrie..., Argentine).

L'Argentine a toujours la fièvre aphteuse, mais on ne le dit pas. Il y a beaucoup de contraintes, de contrôles pour exporter au départ de France. Mais on ne connaît pas toujours la vraie origine de la viande « **transformée en France** »

Libération des quotas ?? Est-ce un bien ou un mal ??
On parle de surplus de production laitière, mais ce n'est pas sûr, car on manque de stocks.

Ce manque de stocks existe dans tous les domaines, jusque même pour les pièces détachées des machines agricoles...

La France s'appauvrit.

L'erreur de la France : elle veut développer l'agriculture dans des régions qui ne peuvent pas, et elle pénalise les régions qui peuvent produire. Dans le Grand Ouest, le nombre de producteurs qui arrêtent le lait est impressionnant. Certains sont bloqués par les quotas laitiers, alors qu'ils pourraient produire plus, et inversement. De même pour l'épandage. D'autres producteurs sont découragés par les contraintes administratives et environnementales !

Nous allons vers des exploitations de grandes tailles, avec de très forts quotas laitiers et de viande, ceci pour la rentabilité des Transformateurs. Dans les années futures, les exploitations s'agrandiront, tandis que le nombre d'agriculteurs chutera.

Ceci est aussi valable pour les petites entreprises locales, les écoles, les commerces locaux qui vont souffrir !

Nous allons vers des systèmes importants, dont nous allons devenir « **salarie** », comme aux USA il y a 20 ans, alors qu'à l'époque ils nous enviaient notre système. Nous sommes en train de reproduire ce dont ils souffraient...

D'autres primes, telles que les DPU, sont touchées par les agriculteurs, qu'ils produisent ou non. Donc ces DPU sont une incitation négative à la production. Mieux vaudraient des prix **justes**, sans DPU.

Autre point qui ne manque pas de comique, voire de ridicule : la fièvre catarrhale peut arriver dans un troupeau vacciné ! Cela ne sert donc à rien de vacciner, mais c'est la Loi, c'est obligatoire, et... ce n'est pas gratuit non plus...

Pour parler un peu « chiffres » :

- En 2007, l'agriculteur vendait son blé à 210 Euro la Tonne – en 2009, ce n'était plus que 110-120 Euro/Tonne
- la crise importante du lait vient de ce qu'il a baissé de 30 %
- le coût des semences a augmenté de 70 %
- et celui des traitements phytosanitaires de 50%,
- sans compter l'alimentation du bétail....

Tout cela fait que les agriculteurs ne vont pas pouvoir tenir longtemps et que leur seul moyen de se faire entendre est de manifester.

Car les décisions sont de plus en plus prises au **niveau Europe**, avec des industriels qui ont de plus en plus de poids, avec lesquels il n'est pas possible de négocier, - d'autant qu'ils s'entendent entre eux.-.

Par exemple, dans le Grand Ouest, dans le département de la Mayenne, il n'y a qu'un industriel : **Lactalis**, et la collecte du lait est faite par le même camion, pour tout le monde.

La libération des quotas laitiers ? Il serait préférable qu'ils restent, pour maîtriser la production.

On parle de surproduction; mais la France n'a plus de stocks, dans tous les domaines. En cas de problèmes, nous serions en pénurie...Déjà nous troquons du matériel contre des céréales et de la viande. Et la demande de viande en ce moment est énorme !

L'agriculteur du temps de nos parents est dépassé : il a besoin de gestionnaires, de techniciens, de comptables, voire de secrétaires; tout est contrôlé, par satellite, même les abords des fossés !

Les déclarations de PAC sont à rendre en mai, moments des semailles ! Pas de météo qui tienne, un jour de retard coûte 10% de pénalisation.

Le satellite déclare que votre champ mesure tant d'hectares. Mais il n'a pas calculé qu'il y avait une différence entre le plat et le bombé, donc que les dimensions n'étaient pas les mêmes. L'administration doit venir contrôler sur le terrain et le paiement des sommes dues est retardé...

Les agriculteurs sont en avance sur les villes en ce qui concerne le respect de l'environnement. Ils traitent les mauvaises herbes, non plus par habitude, mais uniquement par besoin, à doses très réduites, après s'être renseignés sur l'hygrométrie, l'absence de vent, effectuant ce travail le soir ou la nuit pour que le produit ne se volatilise pas et qu'il y ait le moins de déperdition possible !

Le traitement n'est fait qu'après prélèvements et analyses concluantes, car le coût est bien inférieur à celui d'un traitement injustifié !

Il faut aussi connaître les « jeux comptables » pour pouvoir payer moins d'impôts et de charges. Par exemple, vos bêtes doivent rester chez vous pendant 2 exercices. Ou bien les taurillons doivent être vendus avant 24 mois. Si vous dépassez d'un seul jour, vous perdez 2 Euro du kilo : le chiffre de pertes peut monter très vite !

Centre National des Indépendants et Paysans

6, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS - Tél : 01 47 23 47 00 - Fax : 01 47 23 47 03
Site Internet : www.cni.asso.fr - Courriel : secretariat@cni.asso.fr